

au parc
des Bastions

journée revendicative internationale
des travailleuses et travailleurs

1^{er} mai

+ aux salarié-e-s
– aux actionnaires

NON à la précarité

lundi 1^{er} mai 2000

- 11 h 30** à La Pierre - plaine de Plainpalais, **commémoration** devant le monument du 9 novembre 32, prise de parole par José Ramon Gonzalez de solidaritéS. Un **apéritif** sera offert
- 12 h La Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA) organise un **barbecue** au pied du CICG (Centre International de Conférences Genève - 15 rue de Varembe)
- 12 h à 23 h restauration et plus de 40 stands d'organisations dans le parc, manèges
- 14 h Départ du **cortège de la fonction publique internationale**, Place des Nations
itinéraire : avenue de France, rue de Lausanne, Place Cornavin, Place des XXII cantons. La jonction entre les deux cortèges se fera à la Place des XXII Cantons
- Rassemblement au boulevard James-Fazy
- 15 h** **départ du cortège principal du boulevard James-Fazy**;
itinéraire : Boulevard James-Fazy, Place des XXII cantons, rue de Chantepoulet, rue du Mont-Blanc, pont du Mont-Blanc, Place du Port, Place Longemalle, Croix d'Or, rue du Marché, rue de la Confédération, rue de la Corratierie, Place Neuve, puis finalement parc des Bastions
- 16 h** **discours unitaires** avec les allocutions de Valérie Buchs co-secrétaire générale du SIT, de Salika Wenger, députée au Grand Conseil du PDT et d'un-e représentant-e de la FICSA
- balades pour les enfants sur les ânes de Bonaventure
 - à la nuit tombée, Cinéma Sputnik projettera un film en rapport avec le thème de cette journée, sur le mur des Réformateurs

+ aux salarié-e-s – aux actionnaires

Aujourd'hui, ce que le discours dominant veut faire passer pour le progrès et la modernité cache en fait la régression sociale, sur fonds de mondialisation et de libéralisme triomphant.

Par exemple:

– pendant que les revenus et les fortunes des actionnaires explosent, le pouvoir d'achat des salarié-e-s ne cesse de se dégrader;

– alors que la rétribution du capital semble sans limite, on essaie de généraliser le système du salaire au mérite qui consacre le pouvoir des petit-e-s chef-fe-s, et qui constitue le principal outil de mobbing tout en favorisant la précarisation de l'emploi et du revenu du travail;

– on parle de la fin du chômage, alors que le nombre de sans emplois reste stable (mais on falsifie les statistiques) et que les travailleuses et les travailleurs sont forcé-e-s de subir la précarité et la flexibilité pour conserver des emplois avec des conditions de travail de plus en plus difficiles;

– les secteurs de la fonction publique sont en outre soumis à des pressions sans précédent, au travers des attaques sur les services à la population (limitant les prestations, pour le plus grand profit des couches aisées), du démantèlement progressif du statut du personnel et des privatisations;

– les assurances sociales sont également attaquées. Sous couvert d'économies à réaliser ou de profits à maximiser, la Droite veut démolir l'AVS et l'assurance chômage, elle empêche la réalisation d'une assurance maternité correcte;

– enfin, la peur devant l'avenir et devant des événements sur lesquels on n'a pas prise font renaître, un sein d'une partie de la population, des sentiments xénophobes et racistes. Cela conforte les politiciens d'extrême droite qui font semblant de présenter un profil «démocratique».

Face à ces éléments, il n'y a pas une multitude de réponses.

Ce qui est certain, c'est que l'obtention d'une plus équitable répartition des richesses ne passe pas par la suppression de prestations ou de droits sociaux aux étrangers ou aux plus défavorisé-e-s de notre société; au contraire.

Pour résister à ces attaques d'une violence extrême et pour passer à l'offensive – afin d'imposer une société plus généreuse, plus démocratique, plus humaine – seules seront efficaces la solidarité et la combativité de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, avec ou sans emploi, suisses ou étrangers, du privé et du public, à Genève et dans le monde.

Signez le référendum contre la LPers !

Au mois de mars dernier, les Chambres fédérales ont adopté la Loi sur le personnel de la Confédération (LPers), censée régir les conditions de travail du personnel de la Confédération, des Chemins de fer fédéraux (CFE) et de La Poste.

A Genève, les syndicats membres de la Communauté genevoise d'action syndicale et du Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné, le Parti socialiste, les Verts, solidaritéS, le Parti du travail et l'UCPO soutiennent déjà ce référendum parce que:

La LPers supprime le principe de la nomination. Désormais, n'importe quel prétexte, suffirait pour mettre à la porte un-e employé-e. De plus, la LPers introduit la possibilité de licenciements de masse en cas «d'impératifs économiques ou d'exploitation»

Les employeurs veulent accélérer le démantèlement des services publics et les privatisations. Cela exige désormais le "droit" de licencier, d'où la suppression de la nomination.

Notre refus de la LPers se situe ainsi dans le cadre d'une bataille pour la défense des services publics. Elle répond aux intérêts de la grande majorité de la population.

Avec la LPers, il n'y aurait plus de salaire minimum légal par fonction, qui est la seule garantie contre le dumping.

De plus, le Conseil fédéral veut adapter les salaires aux « conditions du marché ». Sauf pour les managers des ex-(régies) publiques, dont les traitements princiers seraient encore augmentés, la diminution du niveau des salaires est programmée. Le salaire comprendrait désormais une part variable, au « mérite » pouvant aller de 10% à 40% du salaire total: c'est la porte ouverte à l'arbitraire, au chacun pour soi, à la concurrence de tous contre tous, au détriment de la solidarité.

Aucun pays européen n'a présenté des mesures aussi dures que celles prévues à l'égard du personnel de l'Etat helvétique.

En Suisse, plusieurs collectivités publiques ont certes modifié leurs lois dans le même sens,



**marchons !
avançons !
résistons !**

contre la pauvreté et pour le partage des richesses
contre la violence faite aux femmes et pour le respect de leur intégrité physique et psychique
pour un salaire décent pour toutes
contre le harcèlement sur le lieu de travail

Rejoignez le mouvement de la Marche mondiale des femmes, prenez contact avec le comité qui se réunit les mardis à 12h15 à la Maison de l'égalité, Tannerie 2, 1227 Carouge.

mais aucun n'a été aussi loin. Si la LPers passait la rampe, les attaques contre le personnel des cantons, des communes et du parapublic redoubleraient d'intensité. De même, il s'agirait d'un signal négatif adressé aux employeurs du privé, qui se sentiraient alors autorisés à renforcer les attaques contre les conditions de travail des salarié-e-s du secteur privé.

OUI aux services publics !

Signez le référendum contre la LPers !

Retransmission des discours

**sur Radio Zones
93,8 Mz**

infos spéciales 1^{er} mai à 18 h 30
Tél. 329 81 04 Fax 320 49 08

La voix
des fonctionnaires
internationaux



The voice
of international
civil servants

La Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA), créée à Paris en 1952, a pour but de promouvoir les intérêts du personnel des Nations Unies et des organisations spécialisées, et de défendre les droits des fonctionnaires internationaux qui travaillent dans plus de 140 pays.

La FICSA a déclaré l'année 2000 année des droits du travail pour les fonctionnaires internationaux

La FICSA exige que toutes les organisations du système des Nations Unies respectent, elles aussi, les Conventions internationales du travail qui reconnaissent les droits fondamentaux des travailleurs:

liberté d'association
liberté d'expression
vraie justice

négociation collective

Soutenez-nous dans notre lutte pour les droits fondamentaux!

A Genève, les fonctionnaires internationaux sont une force de 12 000 travailleurs.

The Federation of International Civil Servants' Associations (FICSA), founded in Paris in 1952, promotes the interests of the staff of the United Nations and its specialized agencies, and defends the rights of international civil servants working in over 140 countries.

FICSA has declared the year 2000 to be the year of labour rights for international civil servants

FICSA demands that all the organizations of the United Nations system honour the various international labour conventions which recognize fundamental labour rights:

freedom of association
freedom of expression
due process

collective bargaining

Support our fight for fundamental rights!
In Geneva, international civil servants represent a workforce of some 12 000 staff.

Associations/Syndicats membres de la FICSA (à Genève): OIM Organisation internationale des migrations; OMM Organisation météorologique mondiale; OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; OMS Organisation mondiale de la santé; ONU New Wood Office des Nations Unies à Genève; UIT Union internationale des télécommunications; membre associé: CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire; autre membre: Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. **Ailleurs dans le monde:** AIEA Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne; CIPPT Centre international de perfectionnement professionnel et technique, Turin; CIRC Centre international de recherche sur le cancer, Lyon; FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome; FIDA Fonds international pour le développement agricole, Rome; FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population, New York; OACI Organisation de l'aviation civile internationale, Montréal; OMI Organisation maritime internationale, Londres; OMT Organisation mondiale du tourisme, Madrid; ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Vienne; PAHO/OMS Organisation panaméricaine de la santé, Washington D.C.; PAM Programme alimentaire mondial, Rome; PNUD Programme des Nations Unies pour le développement, New York; UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris; UNOPS Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies, New York; UNRWA Office de secours et de travaux des NU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Vienne; UPU Union postale universelle, Berne.

Parce qu'elle expose à la menace de licenciement plus de 105'000 fonctionnaires fédéraux pour des «impératifs d'exploitation majeurs»;

parce qu'elle introduit une part au mérite (de 10 à 40%) dans le salaire de base et lancera ainsi un mouvement de baisse généralisée des salaires ;

parce qu'avec le salaire au mérite elle soumettra les travailleuses et les travailleurs à l'arbitraire, au harcèlement et au mobbing des petits chefs;

parce qu'elle prépare les conditions de la privatisation des services publics ;

la nouvelle loi sur le personnel de la Confédération, la LPers, est inacceptable.

Pour éviter la fermeture de centaines de bureaux de postes et de petites gares ;

pour éviter des milliers de licenciements comme chez Swisscom ;

pour défendre le droit au travail contre la liberté de licencier :

signez et faites signer le référendum des syndicats !



Nicht frankieren
Ne pas affranchir
Non affrancare

Geschäftsantwortsendung Invia commerciale-risposta
Envoi commercial-réponse



**Comité référendaire genevois
contre la Loi sur le personnel
de la Confédération
p.a. SSP/VPOD
rue des Terreaux-du-Temple 6
1201 Genève**

Non à la loi sur le personnel de la Confédération !

Canton:	N° postal:	Commune politique:
---------	------------	--------------------

Référendum de l'Union fédérative du personnel des administrations et des entreprises publiques contre la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (LPers)

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59s.), que la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (LPers) soit soumise au vote du peuple.

Seuls les électrices et électeurs résidant dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature.

Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'un référendum est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

N°	Nom (écrire à la main et si possible en majuscules!)	Prénom	Date de naissance exacte (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1			-----			
2			-----			
3			-----			

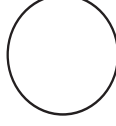
Expiration du délai imparti pour la collecte des signatures: 20 juillet 2000

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires du référendum dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu: _____

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation
(signature manuscrite et fonction officielle):

Sceau:



Date: _____

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée jusqu'au **16 juin 2000** au plus tard au comité référendaire genevois, p.a. **SSP/VP0D, Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève, qui se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur et d'électrice des signataires**. Vous pouvez obtenir d'autres listes au SSP/VP0D tél. 022 741 50 80, fax 741 50 85; ou auprès du SIT (Syndicat interprofessionnel de travailleurs et travailleuses) tél. 022 818 03 00, fax 818 03 99.

L'Union fédérative comprend les organisations suivantes: SEV, SSP, Syndicat de la Communication, APC, FSPD/ASFD, APSUVA, FTMH. D'autres listes peuvent être commandées au tél. 031 370 11 11 ou par l'intermédiaire du site internet: www.union-federative.ch.